

Le Courrier d'Europe centrale s'associe aux nombreuses rédactions de médias en France qui ont témoigné de leur soutien à Gaspard Glanz par le texte ci-dessous. Le journaliste indépendant, après 48 heures de garde à vue, est interdit de paraître à Paris les samedis et le 1er Mai, donc d'y couvrir les manifestations, ce qui revient à lui interdire de faire son travail de journaliste.

Samedi dernier, alors qu'il couvrait la manifestation des « gilets jaunes », notre confrère Gaspard Glanz a été interpellé sans ménagement et placé en garde à vue pendant 48 heures. D'après les témoignages recueillis et publiés depuis, il a eu un mouvement d'humeur à destination de policiers, ces derniers refusant de l'entendre alors qu'il voulait se plaindre d'avoir été visé par un tir de grenade. Il lui est désormais interdit de paraître à Paris les samedis et le 1^{er} Mai, donc d'y couvrir les manifestations, jusqu'à sa comparution pour « *outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique* » le 18 octobre, ce qui revient à lui interdire de faire son travail de journaliste.

Les sociétés de journalistes et de rédacteurs signataires, qui apportent leur plein soutien à Gaspard Glanz, empêché de couvrir les prochaines manifestations parisiennes, c'est-à-dire de travailler et d'informer, dénoncent une fois encore les conditions de travail extrêmement difficiles qui sont les leurs dans le cadre des manifestations de « gilets jaunes ».

Une situation particulièrement difficile pour les journalistes indépendants et les photographes, souvent en première ligne. Les journalistes, qui ne font que leur métier, ne peuvent pas tolérer de se voir régulièrement pris pour cibles par les forces de l'ordre : depuis le début du mouvement, 79 journalistes ont été victimes de violences policières selon le décompte du journaliste [David Dufresne](#), et la [nouvelle loi « anticasseurs »](#) renforce encore l'arbitraire et met un peu plus en danger la liberté de la presse.

Les SDJ et SDR déplorent également le silence assourdissant du ministre de la Culture et de la Communication, pourtant censé soutenir la liberté et l'indépendance de la presse.

Signataires : les sociétés des journalistes et des rédacteurs de BFMTV, Les Echos, L'Express, Le Figaro, France 3 National, Franceinfo.fr, France Inter, Le JDD, Libération, Mediapart, Le Monde, L'Obs, Le Parisien / Aujourd'hui en France, Premières Lignes, RFI, RMC, TV5 Monde.